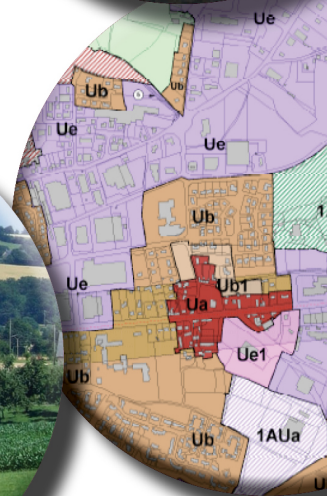


GERER DURABLEMENT LES EAUX PLUVIALES

Les aspects réglementaires

Colloque du 20 avril 2018



Les textes applicables

- **Code Civil** : Art L. 640 et 641 du code civil => servitudes d'écoulement
- **Code de l'Environnement** : Art. L. 214-1 à L. 214-6 => IOTA soumis à autorisation ou déclaration
- **Code Général des Collectivités Territoriales** => art. L 2224-10 => Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique (...) les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.
- **Code de l'Urbanisme** : L'article L. 151-24 du code de l'urbanisme prévoit que le règlement du PLU peut intégrer le zonage pluvial
- **SDAGE Loire-Bretagne** => Orientation 3D : Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée
- **SAGE** => Les SAGE peuvent comporter des mesures spécifiques ou plus restrictives que le SDAGE

Textes applicables aux projets

- **Code de l'Environnement : Art. L. 214-1 à L. 214-6**

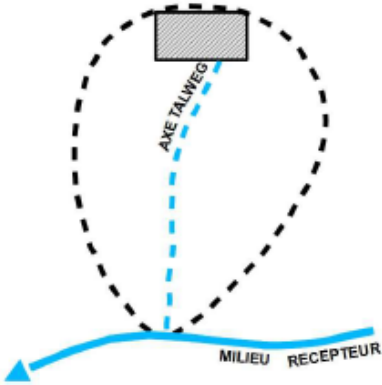
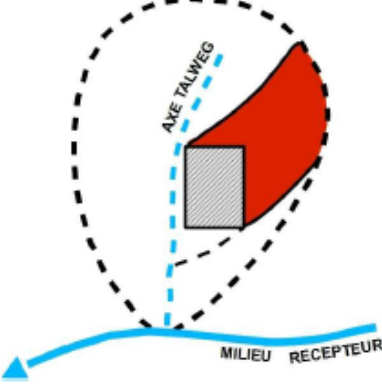
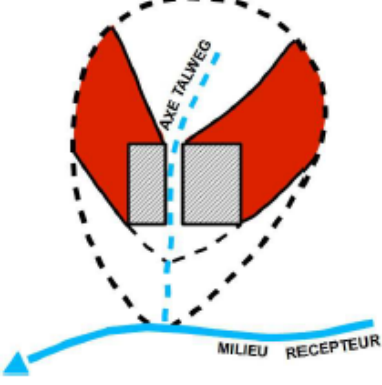
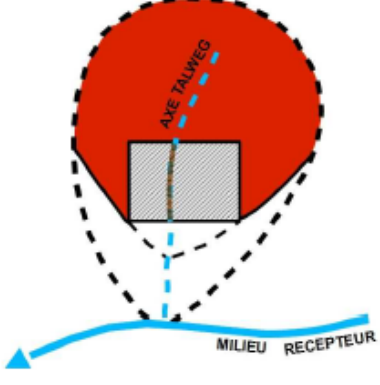
=> RUBRIQUE 2.1.5.0 : régime d'autorisation ou de déclaration selon les surfaces concernées :

Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la superficie totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant :

1. supérieure ou égale à 20 ha.....AUTORISATION
2. supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.....DECLARATION

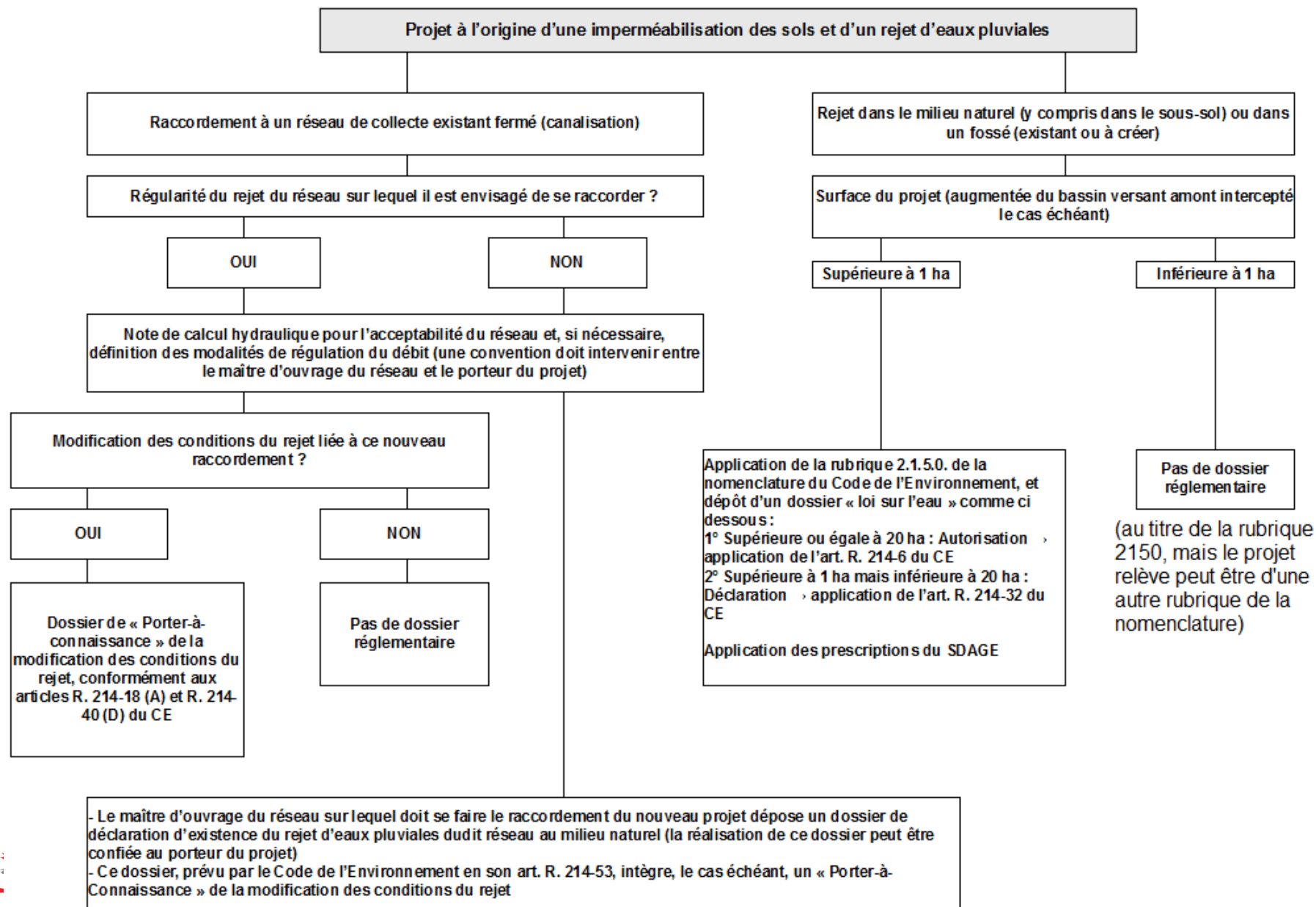
Attention : le régime qui s'applique dépend de l'ensemble des rubriques concernées par le projet

Textes applicables aux projets

Configuration géographique				
Analyse	<p>a) L'emprise du projet n'intercepte pas d'écoulements naturels en provenance de l'amont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • projet en tête de versant, • projet en plaine alluviale. 	<p>b) L'emprise du projet intercepte des écoulements naturels en provenance de l'amont ruisselant en nappe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • projet sur un versant. 	<p>c) L'emprise du projet intercepte des écoulements naturels en provenance de l'amont ruisselant en nappe et est traversé par des écoulements concentrés (thalweg...) qu'il ne modifie pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • projet sur un val préservé. 	<p>d) L'emprise du projet intercepte des écoulements naturels en provenance de l'amont ruisselant en nappe et est traversé par des écoulements concentrés (thalweg...) qu'il modifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • projet sur un val modifié.
Surface totale à considérer	Emprise du projet	<p>Emprise du projet</p> <p>⊕ Surface du bassin versant naturel amont intercepté (ruissellement en nappe)</p>	<p>Emprise du projet</p> <p>⊕ Surface du bassin versant naturel amont intercepté (ruissellement en nappe).</p>	<p>Emprise du projet</p> <p>⊕ Surface du bassin versant naturel amont intercepté (ruissellement en nappe)</p> <p>⊕ Superficie du bassin versant drainé par l'axe d'écoulement en amont du projet.</p>

Représentation de l'emprise du projet dans le bassin versant dans lequel il s'inscrit, selon différentes configurations géographiques, et permettant de déterminer la surface totale à considérer pour la rubrique 2.1.5.0 (d'après DDT 37 complété). Le bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet est représenté en rouge. La situation d) générant des discontinuités hydrologiques et hydrauliques est à éviter.

Textes applicables aux projets



Textes applicables aux projets

- **Le SDAGE** (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

Orientation 3D : Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée

3D-2 - Réduire les rejets d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales (éviter la surcharge des réseaux) => **débit de fuite maximal de 3l/s/ha pour une pluie décennale, sauf étude spécifique**

3D-3 - Traiter la pollution des rejets d'eaux pluviales => **si ruissellement sur une surface potentiellement polluée par des macropolluants ou micropolluants, dépollution nécessaire, à minima décantation avant rejet**



Textes applicables aux projets

- **Les dispositions et règles des SAGE** (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

=> Dispositions spécifiques au bassin concerné

Ex : SAGE Oudon :

- Art. 2 du règlement : limitation de l'impact des ruissellements des zones imperméabilisées => **débit de fuite de :**

- 2 l/s/ha pour les opérations de plus de 7 ha

- 14l/s au maximum pour les opérations de 1 à 7 ha

pour une pluie de fréquence 30 ans

- Disposition D-32 : Limiter les surfaces imperméabilisées et gérer les eaux pluviales => **étude systématique de techniques alternatives à la création de bassins tampon et mise en œuvre obligatoire de ces techniques si absence de contraintes économiques et techniques incompatibles avec la réalisation du projet**



Textes applicables aux documents d'urbanisme

- **CGCT** : L. 2224-10
- **Code de l'Urbanisme** :
article L. 151-24
- **SDAGE** : 3D-1 - Prévenir le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements => réaliser un zonage pluvial
- **SAGE Mayenne** :
disposition 6B2 : établir des plans de zonage pluvial
➤ Disposition 7C1 : limiter les risques de pollution liés aux eaux pluviales

Zonage pluvial à intégrer au PLU afin de maîtriser les ruissellements et prévenir la dégradation des milieux aquatiques en aval

=> objectif de débits de fuite, ratios d'imperméabilisation / capacités hydrauliques du réseau et des ouvrages de régulation existants

Le zonage pluvial peut être complété par un schéma directeur des eaux pluviales comprenant un programme de travaux avec échéancier.

Il permet de régulariser l'ensemble des rejets par le dépôt d'un dossier de régularisation....

Autres textes à prendre en compte

- les PPRI (Plans de Prévention du Risque Inondation) => prescriptions possibles sur les eaux pluviales
- la loi NOTRE n°2015-991 du 7 août 2015 => au 1^{er} janvier 2020, les EPCI disposeront, au titre de leurs compétences obligatoires, des compétences « eau » et « assainissement ». Or les « eaux pluviales urbaines » sont rattachées à la compétence « Assainissement ».